

Iran : Solidarité avec les routier.e.s iranien.ne.s

Depuis le 4 avril 2022, les routier-es iranien-nes sont en grève. Le mouvement a pris de l'ampleur et s'étend sur tout le pays. Une première mobilisation avait eu lieu en mai 2021 et ne concernait que quelques provinces. Le ministère de l'industrie, n'ayant pas rempli ses obligations et engagements, l'association des routiers d'Iran se mobilise de nouveau pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

Les faibles niveaux de salaires et de revenus, l'inflation qui a atteint un chiffre record de 40 %, le manque de commodités sur les routes, l'augmentation des coûts d'entretien des camions, l'absence d'une assurance maladie efficace et l'insécurité des routes font partie des sujets de protestation des conducteurs. Ces chauffeurs réclament une augmentation de leurs salaires en fonction de la croissance réelle de l'inflation et de la hausse des prix, une assurance maladie gratuite, des pensions et des contrats sans intermédiaires.

Ils estiment aussi que les prix des pneus et des pièces détachées ont explosé, ils exigent des autorités davantage de pneus à des tarifs subventionnés, ce à quoi le ministère de l'Industrie répond : « *sur les cinq millions de pneus de camions demandés chaque année dans le pays, seul un million et demi est produit localement et le reste doit être importé* ». Les grévistes demandent par ailleurs l'établissement de frais basés sur le principe de mesure tonne-kilomètre.

En signe de protestation, les routier-es iranien-nes ont décidé de cesser le travail dans les grandes villes, refusant de charger leur camion. Les premier-es grévistes ont stationné leur véhicule au bord des routes pour inciter leurs collègues à les suivre dans le mouvement.

Selon les rapports, les protestations ont commencé le 3 avril, et les chauffeurs de camions se sont mis en grève dans villes comme Kermanshah, Téhéran, Kerman, Pol-e Dokhtar, et dans la province d'Azerbaïdjan. Le 5 avril, les protestations se sont poursuivies et les chauffeurs de camions de Hamedan ont également rejoint la grève.

En mai 2018, les routiers avaient mené une importante grève, et très largement soutenue et encouragée par toute la population. Le retour d'expérience de ce mouvement social important et ceux qui ont suivis dans l'Éducation nationale, dans le secteur du pétrole, ont permis de renforcer et d'étendre la grève à l'échelle nationale.

La crise économique qui secoue l'Iran a déclenché de nombreuses grèves et poussé des milliers de travailleurs/travailleuses à descendre dans la rue pour réclamer de meilleures conditions de travail et une protection de l'État.

Au lieu de répondre aux revendications, les autorités iraniennes arrêtent les travailleurs/travailleuses, dont des enseignant-e-s, des routiers et des ouvriers/ouvrières et inflige de nombreux actes de torture et autres mauvais traitements. Des dizaines de personnes ont été condamnées à des peines d'emprisonnement.

L'Union syndicale Solidaires

- réaffirme sa solidarité avec les travailleur/euses iranien-nes et soutient leurs revendications.
- exige la libération immédiate et inconditionnelle des militant-es emprisonné-es en raison de leurs activités syndicales ;
- demande au régime iranien de respecter les Conventions internationales qu'il a ratifié, dont celles sur la liberté d'association, de manifestation, de grève et de négociation.

31 rue de la Grange aux
belles
75 019 Paris

Téléphone 33 1 58 39 30 20
Télécopie 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org
www.solidaires.org

